

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 21/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUPREX**

4 rue du Champs aux Prêtres  
ZAE Cap Nord  
21000 Dijon

Références : 2025-353  
Code AIOT : 0005402112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement SUPREX implanté 4 rue du Champs aux Prêtres ZAE Cap Nord 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUPREX
- 4 rue du Champs aux Prêtres ZAE Cap Nord 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005402112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation produit des liqueurs, crème de fruits et spiritueux, de la macération jusqu'à l'embouteillage.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Registre de prélèvement des eaux - Alerte	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 03/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Réduction des prélèvements /consommations - Alerte	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 28/01/2013, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les volumes maximaux annuels autorisés de prélèvement en eau définis dans son arrêté préfectoral d'autorisation. Le suivi des prélèvements en eau est détaillé et est accompagné d'indicateurs permettant d'apprécier les quantités d'eau utilisée en regard de la production du site.

Toutefois, l'exploitant n'a pas calculé son volume de prélèvement d'eau de référence, donnée indispensable pour apprécier le respect des réductions de prélèvement d'eau imposées par la réglementation en vigueur.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU</b>

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource / Nom de la commune du réseau / Prélèvement maximal annuel (m3)

Réseau public / Communauté de l'Agglomération Dijonnaise / **25000 m3**

#### **ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

##### **Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties

équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les

réseaux d'adduction d'eau publique.

[...]

##### **ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au Milieu).

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté les factures d'eau du site de septembre 2022 à juin 2025. Les données de prélèvement sont les suivantes :

- de septembre 2022 à décembre 2022 : 3 090 m<sup>3</sup>
- de décembre 2022 à mars 2023 : 2 327 m<sup>3</sup>
- de mars 2023 à juin 2023 : 3 002 m<sup>3</sup>
- de juin 2023 à septembre 2023 : 3 261 m<sup>3</sup>
- de septembre 2023 à décembre 2023 : 2 840 m<sup>3</sup>
- de décembre 2023 à mars 2024 : 2 499 m<sup>3</sup>
- de mars 2024 à juin 2024 : 2 672 m<sup>3</sup>
- de juin 2024 à septembre 2024 : 3 013 m<sup>3</sup>
- de septembre 2024 à décembre 2024 : 2 807 m<sup>3</sup>
- de décembre 2024 à mars 2025 : 2 119 m<sup>3</sup>
- de mars 2025 à juin 2025 : 2 270 m<sup>3</sup>

Pour 2023, on obtient un total de 11 430 m<sup>3</sup> prélevés. Pour 2024, on obtient un total de 10 991 m<sup>3</sup> prélevés pour une autorisation à 25 000 m<sup>3</sup> par an.

L'exploitant a déclaré que le site fonctionne 5 jours par semaine.

L'eau est prélevée sur un unique point de prélèvement AEP (adduction eau potable). Le plan de masse du site (non daté) indique la présence du compteur général en bordure Sud-Est du site. Une canalisation chemine depuis ce point jusqu'à l'entrée de l'atelier de fabrication.

L'exploitant a présenté les plans des réseaux du site mis à jour en 2023. L'arrivée d'eau dans le bâtiment se fait par le côté Est au premier niveau du bâtiment. L'inspection a constaté lors de la visite que l'arrivée d'eau est équipée d'un clapet anti-retour d'un compteur et d'une vanne programmable permettant de couper l'alimentation en eau du bâtiment en dehors des heures de présence du personnel (nuit et week-end). Ce réseau est séparé du réseau RIA (robinets incendie armés).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Registre de prélèvement des eaux - Alerte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux

**Prescription contrôlée :**

**Annexe 4 de l'arrêté préfectoral n°1180 du 15/07/2024**

Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m<sup>3</sup> par an :

- Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle

**Arrêté préfectoral complémentaire n°990 du 25/09/2020**

**Article 2 - Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse**

[...]

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en oeuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau pris en application de l'arrêté cadre interpréfectoral susvisé, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil : Alerte

Prélèvements en eau : **La consommation en eau est suivi à une fréquence journalière.**

**Constats :**

Le sous bassin (Rhône Méditerranée 9) Ouche amont est passé en Alerte le 28/07/2025.

L'exploitant a présenté son tableau de suivi des prélèvements en eau. Il détaille les valeurs journalières relevées sur le compteur d'arrivée d'eau du site par un automate qui sont ensuite transmises sur le logiciel d'un ordinateur du service maintenance. Une remontée en continue est réalisée sur ce logiciel via l'automate. L'exploitant doit ensuite extraire ces valeurs pour réaliser le suivi des prélèvements.

L'exploitant a expliqué que les données sont extraites une fois par mois pour réaliser le suivi des prélèvements et des consommations d'eau du site. Dans cette extraction mensuelle, les volumes de prélèvements journaliers y sont détaillés.

Lors de la visite, l'inspection a demandé à obtenir le volume d'eau prélevé le jour précédent l'inspection, c'est-à-dire le lundi 28 juillet 2025 jour de rentrée en vigueur des restrictions consécutives au passage au seuil d'Alerte. L'exploitant n'a pas pu fournir cette information. Il exploite un logiciel relativement ancien et la personne qui le manipule habituellement était absente le jour de l'inspection. L'inspection a néanmoins constaté que le logiciel fait remonter le volume d'eau prélevé en temps réel (la valeur était d'environ 23 m<sup>3</sup> à 13 h, à la fin de la journée de production).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournira à l'inspection les volumes d'eau prélevés le lundi 28 juillet 2025. Il s'assurera que le suivi journalier des volumes d'eau prélevé est appliqué en période de sécheresse et réalisera un registre hebdomadaire qui sera mis à disposition des services de contrôle. L'exploitant s'assurera qu'il dispose en permanence sur son site de personnes formées au suivi du prélèvement du site en eau, lorsque la situation le nécessite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Volume de référence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réduction des prélèvements/consommations

**Prescription contrôlée :**

II. Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond « , pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, » au maximum entre :

- la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et
- la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.

« Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

« Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »

**Constats :**

<b>Non conformité</b> : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas effectué le calcul du volume de référence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra son volume de référence avec les justificatifs du calcul.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

**N° 4 : Réduction des prélèvements/consommations - Alerte**

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Annexe 4 de l'arrêté préfectoral n°1180 du 15/07/2024</b>            Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m<sup>3</sup> par an :  <b>- réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport au volume de référence.</b></p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.</p> <p>Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m<sup>3</sup>/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25% pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant.</p> <p>Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie dans l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</p> <p><b>Arrêté préfectoral n°1126 du 24 juillet 2025 portant constat de franchissement de seuils entraînant la limitation ou la suspension provisoire de certains usages de l'eau sur une partie du territoire du département de la Côte-d'Or</b>  <b>ARTICLE 1er : Constat de franchissement des seuils</b>            Le tableau ci-dessous fixe pour chaque zone d'alerte le niveau de gravité constaté (seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée, de crise) :</p>

**Constats :**

Les restrictions du volume de prélèvement en eau sur le sous-bassin RM9 sont en application depuis le 28 juillet 2025, soit la veille de la visite d'inspection.

Le volume de référence n'ayant pas été calculé, l'application des mesures de réduction d'eau n'a pas pu être apprécié. L'exploitant n'a pas pu justifier le respect de réduction de 25% prévu par l'arrêté préfectoral du 15/07/2024 et par conséquent l'inspection n'a pas été en mesure de constater un dépassement du seuil de réduction de 25% du volume de référence.

L'exploitant a expliqué que sa consommation spécifique d'eau est passée d'environ 2,5 litres d'eau par litre de produit fabriqué en janvier 2023 à environ 2 litres d'eau par litre de produit fabriqué en juin 2025. Il a expliqué que ce résultat a été obtenu en mettant en œuvre une programmation des lots de production limitant le changement de référence, des dispositifs de coupures d'arrivée d'eau la nuit et le week-end, la recherche et la réparation de fuites sur le réseau d'eau et la sensibilisation du personnel.

L'inspection préconise à l'exploitant de poursuivre son plan d'actions sur les économies d'eau et d'anticiper les mesures à prendre afin de respecter les prescriptions qui seront applicables en cas de passage à un niveau de sécheresse supérieur.

L'exploitant a la possibilité de démontrer que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées via un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), qu'il tient à la disposition de l'inspection.

L'inspection invite l'exploitant à consulter le « Best Available Techniques (BAT) Reference Document for the Food, Drink and Milk Industries » (document en anglais) en lien avec la directive IED (Industrial Emissions Directive) 2010/75/EU, et qui présente un panel des meilleures techniques disponibles (MTD) mises en œuvre dans différentes exploitations de l'Union Européenne, notamment en ce qui concerne la consommation d'eau. Il peut également consulter les conclusions de ce document, rédigées en français. Ces documents sont consultables ici : <https://aida.ineris.fr/guides/documents-bref/documents-bref-conclusions-mtd>

**Observation :**

La veille réglementaire mise en place par l'exploitant à la date de l'inspection ne permet pas de suivre les arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse. L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-

d'Or et le site Internet VIGIEAU ( <a href="https://vigieau.gouv.fr/?profil=collectivite">https://vigieau.gouv.fr/?profil=collectivite</a> ).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalisera un suivi précis de l'évolution des mesures de restriction de prélèvement en eau afin de mettre en place dès lors de leurs mises en application, les actions nécessaires au respect des prescriptions associées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois